



En partenariat avec



Hezbollah,

de la résistance au Liban

au djihad en Syrie

Parti politique pour les uns, organisation terroriste pour les autres, le Hezbollah est un acteur majeur de la scène intérieure libanaise et des crises qui secouent le Proche-Orient. Le Parti de Dieu dispose de 12 députés à l'Assemblée nationale et exerce une forte influence sur le gouvernement de Beyrouth. Pourtant, il est aussi un mouvement né dans un contexte de guerre et dont le discours se réaffirme dans le djihad armé, notamment aux côtés de Bachar al-Assad en Syrie.

L'histoire du Liban est jalonnée de nombreux épisodes belliqueux. De 1975 à 1990, le Pays des Cèdres a ainsi traversé plusieurs conflits inter- et intraconfessionnels, habituellement désignés par l'appellation de « guerre civile ». Pendant l'été 2006, il a ensuite été le théâtre de 34 jours d'affrontements de haute intensité entre l'armée israélienne (Tsahal) et la branche armée du Hezbollah, la Résistance islamique. Parmi les différents acteurs libanais, le mouvement chiite dirigé par Hassan Nasrallah

tient incontestablement le rôle de protagoniste vis-à-vis des affaires martiales puisque sa milice est l'une des seules à ne pas avoir déposé les armes après l'accord de Taëf (signé le 22 octobre 1989), qui a mis un terme à la guerre civile.

S'étant progressivement montré plus efficace que l'armée libanaise et ayant largement monopolisé la cause de la résistance au Sud-Liban, le Hezbollah est devenu depuis lors le fer de lance de la lutte armée face à Israël. Car ne l'oublions pas : le Liban est un pays avant tout en guerre avec son voisin méridional.



Des portraits de martyrs du Hezbollah ornent les rues de la ville de Yaater, au sud du Liban.

© AFP Photo/Ramzi Haider

À l'heure où le Hezbollah a pris part aux combats qui se déroulent en Syrie, le moment semble opportun de s'interroger sur la nature du djihad de cette organisation considérée comme « terroriste » par l'Union européenne (UE), les États-Unis et le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Les racines idéologiques du « hezbollahi »

Le « phénomène Hezbollah » constitue un fait social d'une ampleur et d'une hétérogénéité remarquables à l'échelle libanaise. Parti politique de poids possédant ses représentants à la fois au gouvernement (1) et au Parlement, il est à concevoir comme un vaste projet de société – une « société résistante », selon ses propres mots – qui s'est matérialisé à travers un large éventail d'institutions sociales et caritatives couvrant les domaines de l'urbanisme, de l'éducation ou encore de la santé. S'y est greffé un appareil médiatique fort complet, comprenant un journal hebdomadaire (*Al-Intiqad*), des revues culturelles et religieuses (comme *Baqiyat Allah*), une station de radio (*Al-Nour*), une chaîne télévisée (*Al-Manar*), ainsi qu'une myriade

de sites Internet régulièrement piratés. La Résistance islamique, sa composante armée, ressort finalement de cet organigramme sans structure claire, mais apparaît à la fois comme la raison d'être et la facette la plus méconnue du Hezbollah. Avant d'en survoler le cheminement, il est indispensable d'en saisir la doctrine martiale intrinsèquement liée à l'idéologie religieuse du mouvement. Cette dernière est constituée de trois éléments principaux : le credo islamique chiite (succession apostolique, impeccabilité et pérennité de l'imamat), la thèse de la « guidance du théologien-juriste » (*wilayat al-faqih*), établie par l'ayatollah Ruhollah Khomeiny (1902-1989), et la doctrine du djihad, influencée par la figure de l'imam Hussein (626-680), assassiné à Kerbala (en Irak), et la commémoration annuelle de son martyr (Achoura). Cette idéologie se superpose aux « fondements de la foi » (*usul al-din*), partagés par l'ensemble des musulmans, et aux pratiques de la « discrétion spirituelle » (*al-taqiyya*) et de la « mobilisation défensive » (*al-tabia*), uniquement licites pour les chiites.

Le djihad est considéré comme l'élément central de la foi islamique et prime théoriquement sur la famille et sur les biens. L'usage et les modalités de celui-ci sont décidés par le *faqih*, actuellement le Guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, et sont donc en principe non



contestables par le Hezbollah. Le sacrifice, destiné à donner l'avantage au faible sur le fort, est au centre de l'endoctrinement que pratique son système éducatif. Un « *hezbollahi* » doit ainsi préalablement s'imprégner du « grand » djihad (lutte contre soi), avant de pouvoir s'engager dans le « petit » (lutte contre l'ennemi). Celui-ci prodigue deux récompenses : le martyre (de soi) et la victoire (de l'*oumma*, la communauté des croyants). Toutefois, il se divise entre le djihad offensif (interdit jusqu'au retour du douzième imam, le *mahdi*) et défensif, militaire ou non.

Le martyr est quant à lui subdivisé en quatre catégories : le combattant se faisant exploser (*al-istishhadi al-mujahid*), perçu comme l'altruiste ultime se sacrifiant pour la *maslaha* (« avantage ») de l'*oumma*, le combattant mort en combat régulier (*al-shahid al-mujahid*), le civil innocent tué hors du champ de bataille (*al-shahid*) et le non-musulman mort sur le champ de bataille (*al-shahid al-watan*). La notion de « préférence » (*ithar*) fait ainsi primer l'au-delà sur la vie terrestre et l'*oumma* sur l'individu. La sanction du martyr, garantissant le paradis, est opposée à la condamnation du suicide, menant à la damnation éternelle. Le Hezbollah, qui assume en général publiquement ses opérations militaires, a ainsi toujours distingué doctrinalement les opérations suicides – illicites – et les opérations martyres – licites – (2). Le parti a d'ailleurs fermement condamné les attentats d'Al-Qaïda de New York le 11 septembre 2001, de Madrid le 11 mars 2004 et de Londres le 7 juillet 2005. Au cours de ces opérations martyres, la Résistance islamique prétend avoir toujours visé des cibles militaires ou de renseignement, et en dernier recours uniquement.

L'ennemi israélien

La notoriété du Hezbollah provient, avant toute autre chose, du rôle que celui-ci aurait joué dans plusieurs attentats et prises d'otages durant la décennie 1980 et au début des années 1990 au Liban et ailleurs (3). Le « proto-Hezbollah » de cette période, encadré militairement par quelque 2 000 Pasdaran iraniens, se constitua en réaction à la deuxième invasion israélienne du Sud-Liban en 1982. D'une manière générale, la littérature qualifiant le Hezbollah d'« organisation terroriste » justifie traditionnellement cet étiquetage en énumérant la liste de ces événements – revendiqués par l'Organisation du djihad islamique (ODJ) ou des anonymes – et en attribuant ceux-ci au Hezbollah, invoquant dans la plupart des cas une curieuse « polyonymie ». Seule leur compatibilité idéologique relative a poussé les services de renseignement occidentaux à voir notamment l'ODJ comme un ensemble de cellules clandestines commandées par des dirigeants militaires du Hezbollah. Mais il est objectivement difficile de faire plus que spéculer sur la nature exacte de la relation unissant les deux organismes à l'époque. Le paysage de la résistance chiite était alors lui-même chaotique, le mouvement au sens large ayant initialement répondu aux appels à la mobilisation de Moussa al-Sadr (1928-1978) sous l'égide de la milice Amal, aujourd'hui allié politique du Hezbollah. À partir de 1990, l'absence de lutte intralibanaise permit au Hezbollah de concentrer son propre effort de combat envers l'« entité sioniste » ; une nette professionnalisation des attaques anti-israéliennes s'en ressentit. Sous le leadership de



Hassan Nasrallah jouit d'une importante aura dans le monde islamique.

Hassan Nasrallah, les opérations martyres s'arrêtèrent, indiquant un changement tactique majeur. La Résistance islamique se compartimenta davantage, chaque unité se spécialisant en fonction de certains types d'armes et d'opérations. Les mesures de récolte de renseignements s'améliorèrent et une plus grande autonomie fut accordée aux commandants sur le terrain. La milice combina alors techniques de guérilla et de guerre conventionnelle, alterna l'usage d'artillerie lourde et légère, et fit preuve d'une impressionnante mobilité, ce qui lui assura plusieurs succès militaires et lui attira de plus en plus d'adhésion sur le plan national.

Le déclenchement des opérations « Pour solde de tout compte » (août 1993) et « Raisins de la colère » (avril 1996) par Israël, loin de « nettoyer » la région, eut plutôt pour effet de consacrer la légitimation nationale et internationale de l'action armée du Hezbollah (4). L'évolution du nombre d'attaques menées par la Résistance islamique au fil des années 1990 constitue un indicateur net de sa constante professionnalisation : 19 en 1990, 187 en 1994, 300 par mois dans les derniers mois de 1999 et au début de l'année 2000... Peu avant le retrait israélien de mai 2000, le ratio de victimes respectives (libanaises et israéliennes) s'amenuisa sensiblement en faveur du Hezbollah, passant d'un rapport de 5 pour 1 à 3 pour 1 (5). Le Premier ministre israélien, Ehud Barak (1999-2001), finit par ordonner le retrait unilatéral du Liban le 25 mai 2000. Israël avait alors perdu plus de 1 000 soldats au Liban. À l'échelle historique, aucun gouvernement arabe n'était parvenu à repousser Israël par la force. Ce jour procura au Hezbollah la sympathie d'une écrasante majorité des populations au Proche-Orient et renforça auprès des jeunes Palestiniens la conviction que la résistance armée était le meilleur moyen de venir à bout de l'occupation israélienne.

~ L'affirmation d'un « poids lourd » militaire

Talonnant le repli de Tsahal, le Hezbollah déploya sa composante armée dans la zone libérée du Sud-Liban et y installa un dispositif de tunnels (atteignant jusqu'à 40 mètres de profondeur), reliant environ 600 dépôts d'armes (dont des leurres), bunkers fortifiés (parfois climatisés), postes d'observation et positions de tir. Le retrait israélien, quasi total, poussa le commandement militaire de la Résistance islamique à repenser sa stratégie selon deux axes. D'abord, dès le mois d'octobre 2000, le parti lança une campagne d'« opérations de rappel » visant à libérer les fermes Chebaa et quelques autres parcelles moins connues. Ses combattants entamèrent ainsi une guerre d'usure qui dura six ans. Ensuite, la Résistance islamique décida d'augmenter son arsenal et d'allonger la portée de ses tirs (passant de 2 kilomètres avec les missiles « Sagger » et « Spigot » à plus de 200 kilomètres avec les « Zelzal 2 »).

La guerre de juillet 2006 a définitivement marqué l'entrée du Hezbollah dans la catégorie des « poids lourds » armés. Tant la littérature engendrée par cette sixième guerre israélo-arabe que



Drapeaux du Hezbollah durant le conflit contre Israël en 2006.

les conclusions de la Commission Winograd (6) ont en effet confirmé l'efficacité de la techno-guérilla du mouvement chiite et la défaite de Tsahal dans le cadre de son opération « Punition adéquate » (7). L'efficacité de la composante armée du Hezbollah peut notamment s'expliquer par la modernisation systématique de son matériel militaire. Toutefois, pour parler d'une véritable puissance de feu, il faudrait tenir compte de la quantité d'armes que représente l'arsenal existant, de son pouvoir de destruction et de sa capacité de reconstitution. En fait, en termes militaires, la capacité du Hezbollah reste relativement dérisoire – il n'existe pas de données fiables –, mais elle a une fonction dissuasive. Elle est importante psychologiquement, et donc *in fine* politiquement. Il convient de noter en outre que Tsahal a essuyé une défaite sur le plan militaire en 2006, sans que le Hezbollah ait eu pour autant recours à ses armes les plus modernes. La ville de Haïfa avait alors été atteinte ; Tel-Aviv a tout à craindre en cas de nouveau conflit.

La victoire militaire (relative) du Parti de Dieu en 2006 s'explique plutôt par la qualité de ses ressources humaines. Tout d'abord, les troupes de la Résistance islamique sont, pour beaucoup d'entre elles, dépositaires d'une expertise militaire double. Ses hommes bénéficièrent en effet dans un premier temps d'une véritable école de guerre à travers les camps d'entraînement de



Ancienne base militaire, le complexe de Mlita est devenu un musée.

l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au Liban ; à partir de 1982, ils furent encadrés par l'élite militaire iranienne, les Pasdaran.

Principalement issus des milieux populaires de la Bekaa et du Sud-Liban, ces combattants seraient environ 30 000 individus, selon des chiffres connus en 2009 (8), et potentiellement beaucoup plus nombreux en fonction du nombre d'unités territoriales activées à un moment donné. La plupart du temps autochtones, des liens personnels, locaux et familiaux contribuent à leur cohésion. L'opérationnalité au départ du domicile, les engagements menés par de petites unités, la pratique du secret (même au sein du cercle familial), et le recours à des ruses circonstancielles (usage d'uniformes israéliens notamment), sont autant d'éléments qui les rendent difficiles à détecter. Religieusement endoctrinés par rapport à la thèse du « gouvernement du théologien-juriste » de l'ayatollah Khomeiny, politiquement engagés vis-à-vis de la cause de la résistance et souvent socio-économiquement dépendants des institutions du parti, ce n'est pas au niveau de la motivation ou de la détermination que le point faible de ces hommes semble se situer, bien au contraire.

Si l'échange de cinq prisonniers libanais, en juillet 2008, contre les corps de deux soldats israéliens a marqué la fin du chapitre de la guerre de 2006 selon Hassan Nasrallah, le Hezbollah n'en estime pas moins que la décision de l'État hébreu de mener une nouvelle guerre contre le Liban a déjà été prise, et que le seul élément non connu est la date du début de l'affrontement réel ; ce qui explique son empressement à reconstituer – et même à augmenter – son arsenal depuis la fin des hostilités. Lors du « rallye de la victoire », qui a réuni plus d'un million de personnes dans la banlieue sud de Beyrouth au lendemain de la guerre, Hassan Nasrallah a affirmé publiquement que la Résistance islamique disposait de plus de 20 000 roquettes. Les estimations de 2013 tournent autour de 50 000 unités.

Si une paix reste « techniquement » atteignable entre Israël et le Liban, il reste à savoir comment le Hezbollah parviendra – ou non – à opérer un jour sa propre pacification des mémoires. Le complexe de Mlita, au sud du pays, ancienne base militaire du Hezbollah transformée en musée de la résistance,

est sans doute l'endroit le plus propice pour s'interroger à ce sujet. Érigé sur une colline creusée de tunnels pendant la guerre civile, le complexe s'étend sur 60 000 mètres carrés de jardins, comprend 4 500 mètres carrés de surface bâtie et 2 000 places de parking. Inauguré à l'occasion des dix ans de la libération du Sud-Liban en mai 2010, le lieu propose une certaine lecture de l'histoire du pays et tente d'accueillir la jeunesse vivant plus au nord, qui n'a bien souvent jamais été en contact avec le vécu de cet « autre Liban ». Après un mot de bienvenue audiovisuel adressé par Hassan Nasrallah, la visite est organisée par un membre de la Résistance islamique, avant de se clôturer par un moment de recueillement devant une stèle érigée à la gloire des martyrs.

Crise syrienne : le Hezbollah extra-muros ?

Lorsque les soulèvements du « printemps arabe » de 2011 ont commencé à changer le paysage politique du Moyen-Orient, le Hezbollah s'en est d'abord réjoui puisque ceux-ci faisaient chuter des régimes (principalement l'Égypte de Hosni Moubarak) avant tout considérés comme alliés d'Israël. Certains cas, comme celui de Bahreïn, cumulant des revendications religieuses (chiïte) et de justice sociale, ont même provoqué un engouement particulier au sein du leadership du mouvement. Mais le mouvement s'est retrouvé piégé par sa propre logique antioppression à partir de mars 2011, lorsque des étincelles de protestation se sont manifestées dans la région du Hauran syrien. La question s'est ainsi progressivement posée, au sein du Hezbollah, de savoir jusqu'où soutenir le régime de Damas (cf. l'article de Barah Mikail, p. 34-39).

Le débat semble avoir été tranché en mai 2012. Le parti s'est alors vu contraint de multiplier les funérailles de jeunes miliciens morts « dans l'exercice de leur devoir de djihad ». Une frange de l'opposition syrienne a alors violemment réagi, en enlevant notamment plusieurs pèlerins chiïtes libanais qui rentraient en bus d'Iran à travers la Syrie. Depuis lors, l'implication du Hezbollah dans la guerre n'est devenue que plus



Armes destinées au Hezbollah et saisies par Israël en 2009.



Le 15 août 2013, un attentat dans un quartier du Hezbollah à Beyrouth, a causé la mort d'une vingtaine de personnes et plus de 300 blessés.

© AFP/PhotoSTK

visible, avant de culminer lors de la « bataille d'Al-Qusayr », au sud-ouest de Homs, entre avril et juin 2013. Cette offensive, qui a marqué un regain de confiance et de force pour le régime de Bachar al-Assad, a vu le Hezbollah envoyer approximativement 3 000 hommes – il n'existe pas de données fiables, mais les estimations oscillent entre 1 500 et 5 000 individus – se battre dans cette région, afin de protéger plusieurs villages chiïtes des factions djihadistes sunnites comme Jabhat al-Nousra. Dans la mesure où les alentours d'Al-Qusayr constituent un continuum régional (liens communautaires, familiaux, commerciaux, etc.) avec les villages se trouvant au nord-est de Hermel du côté libanais, la Résistance islamique a pu s'y déployer tout en maintenant l'avantage de se battre « sur son propre terrain ». Il est en effet notoire que les jeunes hommes originaires de la Bekaa septentrionale, région particulièrement pauvre, constituent la majorité des troupes du Hezbollah.

Si l'épisode d'Al-Qusayr semble avoir permis à Damas de reprendre le dessus du conflit sur le plan militaire, le Hezbollah a perdu dans la foulée une partie non négligeable de son prestige post-2006. En effet, de nombreuses voix libanaises – notamment chiïtes – se sont élevées contre cette distorsion de la cause résistante, en principe exclusivement tournée vers le front sud. Le Hezbollah a également commencé à payer un prix élevé de manière tangible puisqu'il a perdu plus d'une centaine de combattants en Syrie, dont certaines figures importantes du mouvement, comme Hossam Ali Nisr, abattu au sud-est de Damas en août 2013, et que la banlieue sud de Beyrouth, connue pour être

le centre névralgique de l'organisation, a déjà été frappée par deux attentats à la voiture piégée les 9 juillet et 15 août 2013. Israël, s'étant pour sa part « contenté » de bombarder sporadiquement des convois d'armes destinées au Hezbollah sur le territoire syrien, reste vigilant et observe un Parti de Dieu en grand écart idéologique. ■

— DIDIER LEROY

(1) Depuis la démission du Premier ministre Najib Mikati en mars 2013, un gouvernement provisoire a été formé pour expédier les affaires courantes. Ce dernier était encore en fonction en août 2013. Le Hezbollah disposait de deux portefeuilles ministériels (Agriculture et Réforme administrative) dans l'équipe de M. Mikati.

(2) Joseph Alagha, *The Shiites in Hizbullah's Ideology: Religious Ideology, Political Ideology, and Political Program*, Amsterdam University Press, 2006.

(3) Amal Saad-Ghorayeb, *Hizbu'llah : Politics and Religion*, Pluto Press, 2002.

(4) Lors de l'opération « Raisins de la colère », du 11 au 27 avril 1996, l'armée israélienne a bombardé le village libanais de Cana, causant la mort de 102 civils et exposant l'État hébreu à de vives critiques

de la communauté internationale.

(5) Nicholas Noe (dir.), *Voice of Hezbollah: The Statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, Verso, 2007.

(6) Après la guerre de 2006, les autorités israéliennes ont formé la Commission Winograd pour analyser les décisions militaires lors du conflit. Ses conclusions ont souligné les défaillances dans la conduite des opérations.

(7) Gilbert Achcar et Michel Warschawski, *La guerre des 33 jours : La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Textuel, 2006.

(8) Élise Barthet, « Une manipulation du Hezbollah n'est pas à exclure », entretien avec Élisabeth Picard, in *Le Monde*, 8 janvier 2009.

NOTES

